

Gauche plurielle

Tous les groupes de la Région Alsace (sauf les écologistes qui se sont abstenus) ont approuvé hier le schéma de développement économique et d'internationalisation.

Compétence obligatoire des conseils régionaux, le développement économique a fait l'objet d'un débat nourri hier à la Région Alsace. Si les interventions régionales dans le domaine n'ont été adoptées par la seule majorité alsacienne et la voix de Dominique Hoeffel – les socialistes, les écologistes et le FN ont voté contre –, le schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) a été approuvé à l'unanimité, les écologistes s'étant abstenus.

Élaboré de manière volontariste par la Région Alsace, ce schéma entend conforter la place de l'industrie, accompagner le développement du secteur tertiaire, encourager l'innovation et réaffirmer la place de l'économie alsacienne dans le monde. « Être meilleurs en Alsace ne sert à rien à l'échelle de la compétition mondiale », insiste le vice-président François Loos (UDI).

Antoine Homé (PS) a vivement critiqué ce schéma « peu lisible » qui « arrive trop tardivement » et qui « ressemble à un catalogue ». « Comment peut-on parler d'objectifs quantitatifs lorsque ces objectifs ne sont ni définis ni chiffrés ? », demande le président du groupe Socialiste et Démocrate qui annonce une abstention.

Quelques minutes plus tard, sa collègue Anne-Pernelle Richar-



Les socialistes Anne-Pernelle Richardot et Antoine Homé n'ont pas la même lecture du schéma régional de développement économique et d'innovation. PHOTO DNA – CÉDRIC JOUBERT

dot se montre beaucoup plus nuancée et explique qu'elle votera pour. Elle juge le schéma « relativement complet et concret » avec des actions qui peuvent, selon elle, « répondre aux défis de l'emploi » et « accompagner les entreprises dans leur stratégie de croissance ». L'adjointe au maire PS de Strasbourg « salue » aussi la reconnaissance « du rôle

le majeur des agglomérations comme pôle de développement économique ».

Les écologistes, par la voix d'Andrée Buchmann, regrettent que certains « pans de l'économie » aient été « écartés » (agriculture et forêt), « insuffisamment considérés » (artisans, économie sociale et solidaire) ou « ignorés » (économie circulaire).

François Loos rappelle que ce schéma a été précédé et préparé par des « actions fortes » de la Région et qu'il est « cohérent » avec les schémas nationaux. Il indique aussi qu'il « couvre tous les secteurs de l'économie », et que « l'économie verte est un facteur de croissance économique comme le sont les produits bois ».

Le budget régional alloué à la compétitivité et à l'attractivité s'élèvera à 122,7 millions d'euros en 2015. Un des objectifs de la collectivité est de créer « un écosystème » qui réponde aux attentes des entreprises. D'où le plan « Usine du futur » qui vise à améliorer les performances du tissu productif local. Les budgets de la forêt, de l'agriculture, du bilinguisme, du secteur sanitaire et social ont été votés à l'unanimité. Les écologistes, les socialistes et le FN ont voté contre le budget de la jeunesse. Le PS et Europe Ecologie Alsace ont voté contre le budget de la formation professionnelle ; le FN s'est abstenu. Les budgets de la culture et de l'apprentissage ont été adoptés par tous les bancs, à l'exception du FN.

Philippe Richert a par ailleurs annoncé que le projet de revitalisation de la ligne ferroviaire Bollwiller-Guebwiller sera intégré au contrat de plan Etat-Région. Manuel Valls le lui a assuré par écrit. ■

FRANCK BUCHY